



CLIO. Histoire, femmes et sociétés

21 (2005)
Maternités

Jean-Pierre LAVAUD

Mères contre la dictature en Argentine et Bolivie

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Jean-Pierre LAVAUD, « Mères contre la dictature en Argentine et Bolivie », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 21 | 2005, mis en ligne le 01 juin 2007, consulté le 11 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/1450> ; DOI : 10.4000/clio.1450

Éditeur : Presses universitaires du Mirail
<http://clio.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :
<http://clio.revues.org/1450>

Document généré automatiquement le 11 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Jean-Pierre LAVAUD

Mères contre la dictature en Argentine et Bolivie

Pagination de l'édition papier : p. 107-127

- 1 À l'instar des guerres, les campagnes de répression organisées par les régimes autoritaires amènent des femmes à s'exposer sur la scène publique : qu'il s'agisse, pour elles-mêmes comme pour leurs familiers, d'assurer leur survie, leur sécurité ou plus généralement la défense de leurs droits. Il en est allé ainsi dans tous les régimes militaires dictatoriaux d'Amérique Latine pendant les années 1960 à 1980¹. Ce fut notamment le cas en Bolivie et en Argentine où elles menèrent des combats qui, tout en étant distincts dans leur forme et dans leur durée, présentent de nombreuses similitudes.
- 2 Après avoir très brièvement dépeint ces deux résistances, nous nous interrogerons sur les discours qu'elles construisent pour accompagner, appuyer, faire comprendre leurs protestations – discours qui mettent en avant leurs condition et rôle de mère –, et sur la manière dont on peut expliquer leur engagement collectif.

Combats d'épouses et de mères

- 3 Le 21 août 1971, le colonel Hugo Banzer prend le pouvoir par un coup d'état en Bolivie. Bilan de la répression déclenchée par le régime dictatorial : 200 morts, 14 750 prisonniers, 19 140 exilés pour des causes politiques et 78 000 pour des raisons économiques². À partir du mois de juin 1976, à la suite d'une longue grève suivie de licenciements massifs, les principales mines du pays sont occupées par l'armée. C'est dans ce contexte que, le 28 décembre 1977, quatre épouses de mineurs issues de la plus grande mine du pays décident d'entamer une grève de la faim. Installées dans une pièce de l'archevêché de La Paz avec quatorze de leurs enfants, elles élaborent un catalogue de revendications : amnistie générale, réintégration dans leur emploi des exilés ou emprisonnés politiques, libre fonctionnement des syndicats, retrait de l'armée. Trois jours plus tard, un second groupe de grévistes de la faim force l'entrée du quotidien *Presencia*. Il comprend des parents de détenus, mais aussi des représentants de diverses associations, notamment de l'Assemblée permanente pour la défense des droits de l'homme (APDH), qui soutient le mouvement ; certains sont des religieux. Le jour suivant, un troisième groupe trouve refuge dans une église de La Paz et le mouvement s'amplifie de jour en jour. Si bien qu'au bout de trois semaines, il y a environ 1200 grévistes de la faim répartis dans 28 groupes disséminés dans les principales villes du pays. La majorité sont des étudiants.
- 4 La grève trouve un large écho à l'étranger, principalement en Europe, où des grévistes de la faim relayent la protestation bolivienne, et où s'organisent des comités de soutien. Tandis que dans le pays, progressivement, des manifestations de rue, puis des grèves dans les usines et les mines viennent conforter le mouvement. Le gouvernement commence par se désintéresser de l'affaire. Il envoie ensuite des émissaires pour essayer de faire plier les grévistes tout en refusant la négociation, avant d'employer finalement la force dans la nuit du 16 au 17 janvier 1978 en délogeant les principaux groupes, et en emprisonnant certains de leurs membres. Puis, le 17 janvier, peu avant minuit, alors que le pays est quasiment paralysé et que l'Église – dont les temples ont été violés pour en chasser les grévistes – presse le gouvernement de satisfaire les revendications du mouvement, le général-président annonce qu'il décrète l'amnistie générale. Le lendemain, les représentants des grévistes arrachent la réintégration des mineurs licenciés, et le 24 ils obtiennent le rétablissement des syndicats. Cinq épouses et mères ont donc réussi à enclencher une mobilisation spectaculaire et sans précédent, et à arracher ainsi au régime militaire des libertés impensables quelques jours plus tôt.
- 5 Une des spécificités du drame argentin vient de la forme de la répression adoptée par le régime militaire. Les opposants comme les suspects sont séquestrés, généralement de nuit, par des

groupes non identifiables et « disparaissent sans laisser de traces »³. L'armée et la police, qui opèrent clandestinement, nient être pour quelque chose dans ces disparitions, distillant ainsi la terreur. Cette « machine à tuer »⁴ se donne une façade respectable, et avec l'appui de la hiérarchie de l'Église catholique, prétend défendre les valeurs de l'occident chrétien face à la barbarie⁵. Selon les cas recensés publiés par la *Comisión Nacional sobre Desaparición de Personas* (CONADEP)⁶, les « détenus-disparus » seraient un peu moins de 9000, mais Emilio Mignone⁷, qui prend en compte ceux dont la disparition n'a pas été signalée par les familles par crainte, résignation, ignorance, isolement ou pauvreté, estime qu'ils sont 20 000. En ajoutant les « détenus-disparus » temporaires, on atteindrait même les 30 000. C'est à leur recherche que vont se lancer les mères, les grands-mères et les principales organisations des droits de l'homme du pays⁸.

6 Le 30 avril 1977 – le coup d'État militaire avait eu lieu en mars 1976 –, quatorze mères de disparus, âgées de quarante à soixante ans, qui s'étaient rencontrées dans les diverses instances où elles essayaient vainement d'obtenir des informations sur le sort de leurs enfants⁹, lassées du silence obstiné de leurs interlocuteurs, se lancent dans l'action collective. Elles se réunissent sur la Place de Mai face au palais présidentiel. À la seconde réunion, elles décident d'écrire une lettre pour demander une entrevue au Président (le général Videla), lettre écrite et signée par chacune d'elles quelques semaines plus tard, puis fixent au jeudi leur jour hebdomadaire de réunion. De jeudi en jeudi, leur nombre augmente. Elles sont finalement reçues par le ministre de l'Intérieur le 11 juillet, avant que la police leur signifie l'interdiction des réunions publiques et les oblige à circuler. Ainsi commencent les célèbres marches autour de la pyramide.

7 Outre des démarches pour grossir leurs rangs¹⁰, les mères s'activent fébrilement : tout en continuant leurs incessantes explorations dans les dépendances des ministères, les centres de détention, les Églises ..., elles présentent des recours judiciaires, notamment des demandes d'*habeas corpus* (159 cas d'un coup, le 28 juin)¹¹, font circuler des pétitions (24 000 signatures concernant 571 disparus et 61 détenus le 15 octobre)¹² et font paraître des listes de détenus-disparus dans la presse. Celle du 10 décembre 1977 parue dans *La Nación* – « Por una navidad en paz solo pedimos la verdad »¹³ – obtient plus de 800 signatures de mères et d'épouses, et marque un moment fort de leur combat puisqu'elle survient juste après le kidnapping d'un groupe de résistants rassemblés dans l'église de la Santa Cruz pour réunir des fonds en vue de la parution de cette liste, puis celui de Azucena de Villaflor qui s'était affirmée comme leader du groupe¹⁴. Deux religieuses françaises, Alice Domont et Léonie Duquet, font partie des détenus, ce qui entraîne une tempête de protestation en France et dans le monde occidental. Le championnat du monde de football, qui se tient à Buenos Aires du 1er au 25 juin 1978, est un autre moment fort de la médiatisation internationale de la protestation des mères¹⁵.

8 Entre temps, en octobre 1977, un petit groupe de grand-mères s'était attelé à la tâche de retrouver les enfants capturés avec leurs parents, ou nés en captivité, dont certains avaient été abandonnés dans des orphelinats et d'autres donnés à des familles de proches de la dictature, notamment de policiers et de militaires. En août 1979, deux enfants de disparus depuis trois ans sont retrouvés au Chili, premiers d'une liste qui dépasse maintenant les soixante-dix. Au même moment, le groupe des mères décide de se constituer en organisation formelle, notamment pour dialoguer avec la Commission Interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) qui doit venir le mois suivant faire un rapport sur la situation du pays.

Le cadre protestataire

9 Il y a divers points communs entre les deux protestations. Tout d'abord, une ressemblance formelle : le choix d'un type de combat non-violent où le défi prend la forme d'une exposition publique de la fragilité ou de la vulnérabilité. Le message ainsi envoyé est le suivant : puisque vous attendez aux vies de nos proches et principalement de nos enfants – c'est vrai dans les deux cas, puisqu'en Bolivie l'absence des maris conduit les familles à la misère –, et que vous le faites dans l'ombre, nous exposons et vous offrons publiquement nos vies. Il y a là, par conséquent, à la fois l'affirmation de convictions et celle d'une valeur, le courage, qui doivent à la fois engendrer le respect et l'adhésion.

- 10 D'autre part, le contenu explicite des messages rendus publics expose la réalité de la situation de répression, pour faire connaître, faire savoir, ce qui, réellement, advient. Il s'agit là encore, pour rétablir la vérité, de rendre public ce qui est caché. De ce point de vue, il y a bien sûr un déphasage entre les situations bolivienne et argentine. Alors qu'en Bolivie les dénonciations dans la presse, les recours juridiques, les actions collectives (sous la forme, par exemple, de grèves d'ouvriers, d'étudiants, de mineurs) ont commencé bien avant la grève de la faim, elles se font au prix de gros efforts et progressivement en Argentine à partir de 1977, notamment sous la forme de communiqués de presse publiant les noms des détenus-disparus et grâce à l'énergique force d'entraînement des *madres*. Et c'est seulement à partir de 1981 que les appuis publics commencent à se multiplier.
- 11 Il faut mentionner aussi que l'idéologie des droits de l'homme est commune à ces deux combats, lisible à la fois dans les discours et les alliances organisationnelles. Ce qui est mis en avant par les mères des deux pays, c'est bien le droit à la vie. Cependant, il y a sur ce point une différence entre les deux mouvements. En Bolivie, les revendications au contenu universaliste – l'amnistie, soit la liberté de conscience et de circulation ; le libre exercice syndical, soit le droit de réunion – expriment d'emblée cette aspiration. Par ailleurs, des représentants de l'Assemblée pour la défense des droits de l'homme (organisation unique créée en 1977 après la dissolution de *Justicia y Paz*) entrent dans la grève, en assurent la logistique, se chargent d'en diffuser la version humaniste. En Argentine, le discours sur les droits de l'homme se construit pas à pas. La situation est plus complexe du fait de l'existence de diverses associations et des appuis déterminants viennent de l'extérieur, notamment sous l'impulsion de certains représentants de l'administration du président des États-Unis, Jimmy Carter.
- 12 Enfin, il paraît important de souligner un autre aspect fondamental du cadre interprétatif proposé par les protestataires : la volonté de débarrasser le combat de tout contenu partisan. « Ce que nous n'admettions pas c'est que s'imposât une idéologie », affirme Marta Vasquez, une des mères argentines¹⁶. Et en Bolivie, Angélica de Flores confesse : « Nous ne voulions pas qu'un parti s'immisce dans cette affaire de grève parce que peut-être cela aurait ruiné nos plans, non ! Nous voulions nous présenter en tant que personnes ayant nos problèmes propres »¹⁷. Cette posture est nécessaire pour contrecarrer la thèse du complot que pourraient avancer les gouvernants – une réalité dès le départ en Bolivie, plus tard aussi en Argentine¹⁸ –, pour faire taire les divergences au sein du mouvement, pour permettre au discours humaniste, de défense du droit à la vie, de s'imposer comme seul mobile de l'action : « aparición con vida » devient le leitmotiv du combat des mères argentines.
- 13 Ainsi, aussi bien dans les textes diffusés par les *madres*, à commencer par ceux de Hebe de Bonafini, présidente de l'association *Madres de Plaza de Mayo*¹⁹, que dans la plupart des témoignages, l'engagement militant et armé des séquestrés est occulté. Sont tus les thèmes qui apporteraient de l'eau au moulin d'un ennemi qui les stigmatise en tant qu'extrémistes armés, pour marquer le fait « qu'ils avaient des idéaux, agissaient en faveur de leurs compagnons, avaient des bonnes intentions, ... travaillaient dans les bidonvilles en faveur des pauvres »²⁰. De même en Bolivie, les Jésuites, parmi les rangs desquels on compte plusieurs grévistes, décernent aux protestataires un véritable "brevet" de virginité politique : « Nous démentons les accusations selon lesquelles vous auriez agi à des fins purement politiques... Nous savons que le seul mobile de votre choix a été d'assurer la défense des droits de l'homme en vous solidarissant avec les frères boliviens qui souffrent l'injustice et l'oppression »²¹.
- 14 Ce schéma interprétatif s'appuie aussi sur l'idée de la spontanéité du mouvement, le terme pouvant recouvrir plusieurs sens : irreflexion, réflexe, émotion, improvisation. Tous ont en commun de faire passer au second plan, voire de masquer, l'organisation, la structuration et par conséquent la planification, sinon de la totalité des actions collectives entreprises, du moins des plus significatives. Spontanéité qui s'exprime dans les témoignages argentins suivants :

Nous avons commencé de manière viscérale²².

Je suis sortie parce que, de mon point de vue de grand mère et parente de disparue, dès que j'ai appris les disparitions, j'ai senti qu'en tant que mère j'avais l'obligation de partir à la recherche

de mes enfants. De la même façon que je les ai mis au monde, c'est mon obligation de les rechercher...et donc je continuerai à les chercher jusqu'à la fin de mes jours²³.

- 15 Ces derniers propos expriment ce qui sans doute a le plus marqué les esprits mais qui fut construit pas à pas : la mise en avant du rôle de mère. Il est d'abord fondamental de constater qu'au début de leur action ces femmes ne se désignaient pas comme mères : « on disait : il y a un groupe de femmes qui se réunissent dans la cathédrale » rapporte Carmen Aguilar Lapaco²⁴. Le terme de mère apparaît progressivement, dans l'action, et il est en quelque sorte codifié en 1979 avec la création de l'association *Madres de Plaza de Mayo*. Il est un temps, sinon opposé, du moins accolé avec le qualificatif « folles », qui reflète la manière dont les militaires voient ces femmes ou voudraient qu'elles soient ou passent aux yeux du public, mais qu'elles s'approprient²⁵. Un saut qualitatif important fut indubitablement franchi quand les *madres*, pour lancer un message collectif à l'occasion du pèlerinage annuel à la vierge de Lujan de septembre 1977 décidèrent, pour se retrouver dans la foule, de se couvrir la tête de foulards blancs qu'elles assimilent aux langes de leurs nourrissons, et qui l'étaient dans bien des cas, car la plupart en avait encore, rangés dans leurs armoires. Dès lors, elles adoptèrent ce symbole fort de vie par opposition au noir du deuil, avant d'y broder, plus tard, le nom de leurs enfants disparus.

Au-delà du maternalisme : les causes de la résistance

- 16 Traiter des causes de la résistance, c'est aborder un sujet très complexe. Notamment en raison du fait que toute résistance a une durée et qu'il convient au moins d'opérer une distinction entre ce qui la déclenche et ce qui lui permet de continuer et d'atteindre tout ou partie de ses objectifs. De ce point de vue là, il y a de grandes différences entre la grève de la faim bolivienne bouclée en trois semaines et le combat des mères et grand-mères de la Place de Mai qui dure encore – en ayant bien sûr connu des étapes et des changements d'objectifs ou de priorités – 30 ans plus tard. Est posée ici la question de l'engagement initial dans l'action collective dans cette situation où, précisément, tout est fait pour l'empêcher. Qu'est-ce qui pousse ces femmes à s'exposer aux souffrances voire à la mort ?
- 17 On connaît l'explication classique de Doug Mc Adam²⁶ dans son étude sur les étudiants blancs allant appuyer les luttes des Noirs pour l'acquisition de leurs droits civiques aux États-Unis, dans les années 1960²⁷. La première condition est évidente mais insuffisante : partager les convictions, les buts, les valeurs du groupe élaborées par le noyau initial. Il faut y ajouter des conditions relationnelles et biographiques. Il doit y avoir une rencontre et une relation avec un ou plusieurs des membres du groupe d'activistes, mais dans le cas d'un activisme à coût et risque élevé, ce qui correspond à la situation dans les deux pays, il est aussi nécessaire que l'acteur qui s'engage ait déjà, par le passé, fait l'expérience de luttes moins coûteuses ou risquées. Il doit enfin être inséré dans un réseau, dans une organisation militante, et être disponible (*biographical availability*) ; l'activiste doit disposer de temps et ne pas être retenu par des obligations familiales ou de travail, par exemple.
- 18 Il est intéressant de mettre ces hypothèses à l'épreuve. En Bolivie, le schéma s'applique assez bien : les cinq femmes qui engagent la grève de la faim ont un passé militant ; elles ont à des degrés divers été les protagonistes ou les soutiens de protestations et ont appartenu à des organisations d'opposition à la dictature (partis politiques, APDH, *Amas de casa*). L'une d'elle, Domitila de Chungara²⁸, est même responsable de l'organisation des *Amas de casa* de la mine de Siglo XX-Catavi et elle a déjà été gréviste de la faim²⁹ ; c'est le cas aussi d'une autre des grévistes dont le mari est emprisonné pour appartenir à un groupe de guérilla. Elles se connaissent sans vraiment, au départ, former un réseau, car leurs sensibilités politiques sont différentes, voire même opposées. Du point de vue « biographique », la question est plus complexe : ces femmes disposent de temps et de la liberté de déplacement dans la mesure où elles ne sont pas tenues par un travail fixe, mais la responsabilité de nourrir leurs enfants repose entièrement sur elles, et elles sont sans ressources. S'agissant du second groupe de grévistes qui vient renforcer le noyau initial, il n'y a aucune ambiguïté possible. Une large majorité de ses membres ont des responsabilités ou représentent des groupes clairement identifiés : association de femmes, assemblée pour les droits de l'homme, étudiants organisés de l'université de La

Paz. Et il en fut ainsi par la suite avec d'autres groupes constitués ici ou là, même si ce sont les étudiants qui firent masse.

19 En Argentine, il est plus difficile de faire fonctionner cette explication. Pour plusieurs raisons et d'abord parce que le travail d'enquête reste à faire. Il y a en effet une abondante moisson de témoignages concernant le vécu des mères et des grand-mères à la recherche de leurs enfants et petits enfants, leurs rapports avec l'armée, la police, la justice ou avec l'Église, concernant aussi les obstacles répétés qu'elles rencontrent ou leurs actions collectives protestataires. Mais il n'y a pas de travail systématique visant à restituer leur passé, leur idéologie et leur engagement associatif, politique ou militant³⁰. Dans un cas extrême, on les présente comme vierges de toute action syndicale ou politique : « None had been politically active prior to the 1976 military coup » affirme péremptoirement Marysa Navarro³¹. Pourtant, comme le souligne à juste titre Luc Capdevila, « la plupart de ces femmes étaient des mères de militants de l'extrême gauche argentine, ou des groupes opposants à la dictature... et certaines d'entre elles disposaient d'une culture en matière d'organisation »³². L'actuelle présidente des *madres*, Hebe de Bonafini, fait remarquer que les 8 et 9 décembre 1977 quand le groupe est décapité à la suite de son infiltration par le capitaine Astiz, les militaires choisissent bien leurs cibles : Azucena Villaflor alors leader incontestée des mères venait d'une famille péroniste combative « qui savait ce qu'était la lutte » ; elle-même, dans sa jeunesse « aurait joué un rôle syndical » dans l'entreprise métallurgique Siam où elle travaillait alors³³, et son fils disparu était militant de la *Juventud Peronista*. « Mary Ponce... travaillait à la base de l'Église la plus combative : celle du Tiers Monde ». Quant à Esther de Careaga, organisatrice du mouvement féminin du Paraguay et membre de la direction « fébrériste »³⁴, elle était entrée en Argentine avec de faux documents, fuyant la dictature de Stroessner et sa fille, très engagée au Paraguay, avait été enlevée en Argentine, peut-être un des premiers cas de la mise en application du Plan Condor³⁵. La figure de Hebe de Bonafini est d'autant plus intéressante qu'en tant que présidente du groupe *Madres de Plaza de Mayo* depuis sa fondation en 1979, elle « a participé pleinement à la diffusion du mythe de la virginité politique des mères, dont elle même semblait », à suivre son autobiographie, « incarner la figure magistrale » ; or « son père était radical, son frère un activiste du syndicat péroniste, ses deux fils militaient à l'extrême gauche tiers-mondiste », et dans la famille on « discutait politique avec violence et conviction »³⁶.

20 En dépit de ce choix tactique, il ne manque pas de mères, dont les témoignages sont retranscrits dans les ouvrages de Martha Mellibovsky et de Jo Fisher et qui revendiquent leur responsabilité de parents éducateurs, comme leur appui aux causes défendues par leurs enfants. Par exemple, Enriqueta Maroni, dont deux fils et le gendre ont disparu et qui dit à propos de ces derniers, membres des Jeunesses catholiques et de *Juventud Peronista* : « Je pense que leurs idéaux chrétiens et sociaux, ils en ont été imprégnés (*mamaron*) dans notre foyer. Mon époux et moi nous partageâmes pleinement leur manière de penser et de se comporter »³⁷.

21 En second lieu, dans le cas argentin le discours performatif spontanéiste et maternaliste a été repris par la plupart des analystes sans y regarder de trop près. Privées de leurs enfants, « leur vie en tant que femme et mère perd son sens » et, par conséquent, ces femmes n'ont d'autre choix que d'agir ; c'est une conséquence logique de leur socialisation et de l'acceptation de leur rôle subordonné dans la division sexuelle du travail, avance Marysa Navarro³⁸. Ce déterminisme du genre est évidemment insoutenable et il y a là incontestablement une confusion, volontaire ou non, entre la justification que donnent les mères de leur mobilisation – discours qui, nous l'avons vu, est au cœur de leur dispositif de résistance –, et l'explication de leur protestation collective.

22 Il convient d'abord de discuter l'opposition hommes/femmes qui, dans certains témoignages, est naturalisée, faisant des femmes le genre courageux par opposition aux hommes qui acceptent l'évidence, se font une raison³⁹ – « les pauvres ; les hommes en général étaient des poltrons »⁴⁰ –, mais plus généralement s'appuie sur le contraste des rôles masculin et féminin dans une société présentée comme traditionnelle, voire traditionaliste. Une première remarque consiste à dire tout simplement qu'il y a de nombreux hommes qui se sont exposés, en participant eux-mêmes à la recherche de leurs enfants disparus et en poursuivant le combat

dans les autres organisations pour la défense des droits de l'homme, notamment à la *Comisión de Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones Políticas* organisée au sein de la *Liga Argentina por los Derechos de Hombre* formée préalablement au groupe des mères. Des ponts individuels et institutionnels entre ces diverses associations permettent de mener des actions communes. Deux exemples : Emilio F. Mignone, militant de l'Association pour la défense des droits de l'homme (APDH), puis fondateur du *Centro de Estudios Legales y Sociales* (CELS), dont l'épouse intègre le noyau initial des mères, est, dès le départ, en tant qu'avocat (et ex-fonctionnaire international) un recours constant pour les *madres*⁴¹ ; la maison du couple Mignone leur sert occasionnellement de lieu de réunion⁴² et c'est là qu'est constituée l'Association *Madres de Plaza de Mayo*⁴³. Citons aussi Luis Adolfo Pérez Esquivel, fondateur du *Servicio Paz y Justicia* (SERPAJ), emprisonné puis assigné à résidence, qui reçoit le prix Nobel de la paix en 1980.

- 23 La comparaison avec le cas bolivien induit les mêmes constats : certes, ce sont des femmes qui se sont lancées dans la bagarre mais elles ont été vite accompagnées par des hommes, devenus majoritaires au fil de l'agrégation de nouveaux groupes de grévistes de la faim. L'important est que ces deux observations amènent à se défier d'une explication qui opposerait en bloc un genre à l'autre et invitent en revanche à poser d'autres questions : Qu'est ce qui distingue les mères qui ont combattu des autres ? Pourquoi celles-là et pas d'autres ? Quels sont les formes, les lieux, les moments de la protestation ?
- 24 Les témoignages qui justifient l'action personnelle par un élan instinctif ou moral ne suffisent pas à expliquer pourquoi certaines mères ont eu cette force et pas d'autres – et nous n'avons aucun témoignage de mères qui n'ont pas pu, ou su, ou voulu se lancer dans l'action – ni comment certaines sont passées de l'action personnelle à l'action collective. Il est pourtant clair que les mères et les grands mères qui s'organisent et luttent constituent une « minorité active » pour reprendre la conceptualisation de Serge Moscovici ; tout comme les hommes d'ailleurs. Par ailleurs, pour la très grande majorité, celles qui protestent collectivement sont représentatives d'un milieu social circonscrit aux couches sociales élevées ou moyennes, alors que c'est dans le monde des ouvriers et des employés qu'il y a eu quantitativement le plus de séquestrés (30,2% d'ouvriers et 17,9% d'employés selon la CONADEP). Ces mères brosent volontiers le portrait de jeunes « intelligents, brillants, sains et utopistes (*soñadores*) » qu'elles opposent aux « militaires, tortionnaires, malades et assassins », dont les figures exemplaires sont des intellectuels, des journalistes, des religieux, ce qui revient à occulter les ouvriers ou à en fixer l'absence⁴⁴ ; sans parler des disparus en zone rurale.
- 25 Cette approche n'explique pas plus la constitution du noyau initial que la forme spécifique qu'a prise cette action collective : celle d'une organisation de femmes, limitée aux mères et aux grands-mères. De ce point de vue, divers témoignages permettent d'apporter des explications plus convaincantes. Il est évident qu'une telle entreprise n'est possible que parce que ces mères peuvent disposer de temps. Elles étaient auparavant, pour beaucoup d'entre elles, mères au foyer élevant leurs enfants tandis que l'homme travaillait à l'extérieur et assurait la rentrée d'argent nécessaire à la survie de la famille. Cette situation ne change pas fondamentalement après le drame du séquestre des enfants. Ce partage traditionnel des rôles familiaux explique aussi partiellement pourquoi les mères de foyers plus modestes sont sous-représentées dans le mouvement : elles doivent continuer à travailler pour contribuer au budget familial.
- 26 Outre la similitude de leur situation de départ, celle de mère de détenus-disparus, il y a ensuite le partage ou la confiance de la souffrance éprouvée qui crée entre elles une solidarité : « Pour moi ce fut comme si je rencontrais chez elles ce que je ne trouvais pas chez d'autres ; nous parlions le même langage, nous nous comprenions, nous avons les mêmes problèmes » ; « les seules avec lesquelles je pouvais parler et bien parler étaient les mères... nous étions très liées (*compañeras*) »⁴⁵. C'est d'autant plus important, n'ayons garde de l'oublier, que la dictature impose un climat lourd de méfiance réciproque. Puis, progressivement, les risques pris en commun et les actions collectives tissent des liens forts entre les participantes : comme le note Marta Vasquez, aller sur la place, ensemble, se tenir par le bras « nos compromete a volver ». Et il n'est pas exagéré de dire que ce travail répété de protestation collective produit une sorte de socialisation secondaire telle que le groupe agit comme une seconde famille recomposée.

De plus, il s'agit d'une décision tactique pensée et délibérée⁴⁶. Ce n'est pas seulement parce qu'elles sont conscientes de l'acceptation et même de la valorisation sociale de leur place et de leur rôle de mère qu'elles décident d'aller protester publiquement sans les hommes⁴⁷. Le raisonnement des initiatrices du mouvement consiste à dire que, s'il y a uniquement des mères d'un certain âge qui manifestent, les risques d'intervention de la police sont moindres (ils n'oseront pas, seront gênés, mal à l'aise). En revanche faire intervenir publiquement les hommes serait les exposer dangereusement et inutilement, surtout les jeunes. Et la consigne s'applique aussi aux jeunes filles⁴⁸.

27 Il est clair aussi qu'un travail de cette nature ne se fait pas, ne peut pas se faire sans organisation, elle aussi réfléchie. Même s'il est évident que cette organisation se met progressivement en place dans l'action. Dès le début, il y a celles qui font partie du noyau dur (« Azucena secondée par un noyau de mère de fer »)⁴⁹ et qui planifient et répartissent les tâches. Puis, le groupe croissant, naît l'idée de réaliser une assemblée générale de toutes les mères possibles. La réunion se tient en octobre 1977 au Parque Pereyra (à 40 km au sud de la capitale). Elle aboutit notamment à la nomination de responsables par zones géographiques : le but étant de faciliter communications et travail commun dans chaque secteur et pour l'ensemble du groupe, avec le maximum de sécurité. Il est notamment intéressant de voir qu'il s'agit de « *celularizar* » le mouvement. Les déléguées par zones doivent former « des groupes de cinq ; chacune réunissant à son tour trois ou quatre, et celles-ci deux ou trois chacune, jusqu'à atteindre le plus grand nombre de mères possibles »⁵⁰.

28 Cependant, on voit bien que dans le cas argentin, le contexte politique de collusion des forces gouvernementales et de l'Église, les particularités de la forme de répression, et par conséquent la spécificité des formes de recherche des détenus-disparus, ont amené des femmes de milieux sociaux variés – avec toutefois une présence ouvrière et rurale négligeable –, et de sensibilités politiques distinctes à se côtoyer dans des files ou des lieux d'attente, puis à se reconnaître, à se rencontrer, à s'informer les unes les autres, à entreprendre des démarches communes, et enfin à s'organiser pour lutter ensemble. Si bien que, même si certaines d'entre elles ont sans aucun doute des convictions politiques fortes, voire sont des militantes, et dans bien des cas contribuent à la vitalité du mouvement, on ne peut pas reprendre pleinement les hypothèses de Mc Adam pour expliquer leur engagement. La seule variable qui fonctionne vraiment est la disponibilité, la disposition du temps nécessaire pour se livrer d'abord à la recherche d'informations concernant leurs enfants, puis à la protestation collective.

Consolidation et succès

29 Pour la pérennisation du mouvement, son renforcement et son succès en terme de mobilisation, la construction d'un groupe primaire confiant et solidaire, l'organisation interne, et les actions communes sont évidemment fondamentales. De même que le gonflement progressif du groupe, qui témoigne de son succès, est un puissant encouragement. Le travail du noyau initial consiste bien, délibérément, à lier et à compromettre le plus de mères possibles, ainsi que le plus d'alliés possibles. Quand est lancé, en octobre 1977, une première grande pétition pour réclamer la libération des détenus identifiés (61 et 571 disparus), « en exigeant que les signataires écrivent clairement leur nom et livrent le numéro de leur pièce d'identité, nous nous exposons à ce qu'ils ne signent pas », raconte un témoin : « Évidemment il s'agit d'obliger à assumer un risque, aussi minime soit-il... »⁵¹. On soulignera aussi le travail incessant d'information à destination du public, et donc de production de sens marqué dans la plupart des témoignages, qui conduit à de très nombreuses innovations tactiques. Or toute innovation tactique donne plus de visibilité à la protestation et conduit à l'élargissement du groupe des alliés⁵².

30 On en a déjà vu quelques-unes : le choix de s'exposer rituellement chaque jeudi Place de mai, le fait de marcher par deux (après que les forces de l'ordre les eurent enjointes de circuler ; les rassemblements étant interdits), les apparitions dans d'autres lieux publics, les envois groupés de demandes d'*habeas corpus*, l'alerte des gouvernement étrangers et des organisations de droits de l'homme, le linge sur la tête. Il y a aussi les papiers laissés ici et là, notamment dans les églises, faisant connaître les disparitions, inscriptions ensuite consignées sur des billets de

banque⁵³ ; fin 1981, l'invention des marches de résistance de 24 heures (de concert avec les autres organisations de défense des droits de l'homme) répétées d'année en année, une grève de la faim de douze jours dans la cathédrale de Quilmes à la suite de la marche de 1981⁵⁴...

31 Mais il faut aussi faire intervenir des facteurs extérieurs à l'organisation des mères. On observe en Argentine comme en Bolivie, une hésitation des gouvernants sur la manière de traiter un groupe qui est sans doute gênant, mais qu'ils ont du mal à considérer comme subversif et à faire prendre pour tel. Pour Marysa Navarro, dans des sociétés qui valorisent la maternité et exaltent les valeurs domestiques, les femmes sont *a priori* considérées comme non-subversives. C'est aller un peu vite : 30% des détenus-disparus sont des femmes⁵⁵ ; on sait le sort des jeunes femmes enceintes capturées et de leurs enfants ; et il y a des mères résistantes qui ont payé de leur vie leur combat. Mais il est vrai que le fait d'être des femmes d'un certain âge, et de se présenter en nombre réduit, leur a donné un temps une apparence plus inoffensive. Et les gouvernants ont pensé qu'il suffisait de les intimider par toutes sortes de moyens pour leur faire lâcher prise. Or le temps a joué un rôle crucial, en leur faveur, pour accroître leur assise et leurs soutiens.

32 En octobre 1977, à l'occasion d'une manifestation conjointe avec l'association des familiers de disparus, environ 300 mères sont interpellées, puis relâchées⁵⁶. En décembre 1977, les militaires franchissent un palier dans la répression quand, à la suite de l'infiltration du capitaine Astiz, ils emprisonnent et font disparaître la leader du mouvement Azucena Villaflor et les deux religieuses françaises⁵⁷. Mais cette montée en puissance de la répression provoque un effet pervers : la protestation internationale et la croissance parallèle de la curiosité des médias et des organisations humanitaires pour ce qui se passe dans le pays, ainsi que la multiplication des liens que le groupe des mères entretient avec l'extérieur. Si bien que ce que les militaires tentent de cacher devient de plus en plus notoire, et que l'information et les protestations leurs reviennent par un effet *boomerang*. Au fur et à mesure que le temps passe, il est donc de plus en plus difficile de réprimer les *madres* étant donné le coût d'une telle répression en regard de la communauté internationale. Il faut bien comprendre aussi qu'elles ne sont pas pour rien dans ce travail d'information et d'alerte. Hebe Bonafini rapporte qu'Azucena leur disait : « il faut lire tous les journaux, identifier les visiteurs, se montrer à eux ». Une semaine, elle arriva contente à la Plaza, ayant obtenu l'adresse d'Amnesty international et de l'OEA⁵⁸. Et il est remarquable de voir comment, en 1977, elles profitent des venues successives de représentants du Département d'État des États-Unis, Patricia Derian, Terence Todman, Cyrus Vance, pour demander des audiences, puis, en juin 1978, lors du *mundial* de football pour se montrer au monde entier. La venue de la mission de l'Organisation interaméricaine des droits de l'homme en 1979, puis l'attribution du prix Nobel de la Paix à Luis Perez Esquivel en octobre 1980, et leur réception du Prix de la Paix du Peuple, rendent ensuite impossible toute répression massive du mouvement.

33 Le réseau de soutien qui se tisse, en Europe principalement, mais aussi dans toutes les communautés d'exilés, n'assure pas seulement un relais extérieur aux réclamations des mères, il renforce la légitimité de leur combat, en assure la médiatisation, et finance le mouvement : si bien que Maria del Rosario assure qu'elles ont financièrement survécu grâce à ces aides⁵⁹. C'est d'ailleurs une association de mères hollandaises qui leur envoie les fonds nécessaires à l'achat de leur local, inauguré en mars 1982. En conséquence, comme l'affirme Juanita de Pergament à Jo Fischer : « Sans l'aide internationale nous ne serions pas là pour vous parler aujourd'hui »⁶⁰.

34 En Bolivie aussi, la grève est largement médiatisée du fait de ses relais à l'extérieur. Au cours de la troisième semaine du conflit, non seulement de nombreuses chaînes de télévisions étrangères sont présentes à La Paz, mais encore des délégués de la Conférence Épiscopale des États-Unis, du Conseil Mondial des Églises et du *Washington Office of Latin America* (WOLA), tandis que les grévistes reçoivent l'appui de très nombreuses personnalités du monde occidental. Au bout du compte, ces divers réseaux de soutien, et les informations qu'ils diffusent, seront déterminants dans les deux cas pour assurer le succès des mobilisations,

en contribuant notablement à la condamnation morale et politique des juntas et à leur délégitimation.

Bibliographie

Arditti Rita, 2000, *De por vida. Historia de una búsqueda. Las Abuelas de Plaza de Mayo y los niños desaparecidos*, Buenos Aires, Grijalbo.

Asociación madres de Plaza de Mayo, 1995, *Historia de las Madres de Plaza de Mayo*, Buenos Aires, Documentos, p. 12.

Arrosagaray Enrique, 1997, *Biografía de Azucena Villaflor, creadora de Movimiento Madres de Plaza de Mayo*, Buenos Aires, Talleres Hogar de La Paz.

Bonafini Hebe de, 1985, *Historias de vida*, Buenos Aires, Fraterna/del Nuevo Extremo.

—, 2001, *Milenio*, 5, mars.

Bousquet Jean-Pierre, 1983, *Las locas de la Plaza de Mayo*, Buenos Aires, El Cid Editor.

Capdevila Luc, 2001, « Résistance civile et jeux de genre (France, Allemagne, Bolivie, Argentine, Deuxième guerre mondiale/années 1970-1980) », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 108, n°2, p. 103-128.

Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas, 1984, *Nunca más*, Buenos Aires, Eudeba.

Fisher Jo, 1989, *Mothers of the disappeared*, Boston, London, South End Press/ZedBooks Ltd.

Gillespie Richard, 1987, *Soldados de Perón. Los Montoneros*, Buenos Aires, Grijalbo.

Lavaud Jean-Pierre, 1999, *La dictature empêchée. La grève de la faim des femmes de mineurs boliviens 1977-1978*, CNRS éditions.

Loveman Maria, 1998, « High-Risk collective Action : Defending Human rights in Chile, Uruguay and Argentina », *American Journal of Sociology*, Vol. 104, 2, p. 477-525.

Mc Adam Doug, 1986, « Recrutement to high risk activism : the case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, 92, p. 64-90.

—, 1983, « Tactical Innovation and the Face of Insurgency », *American Sociological Review*, 48, p. 735-754.

Martin Alfredo, *Les mères « folles » de la place de mai*, Paris, Renaudot, 1989.

Mellibovsky Matilde, 1990, *Circulo de amor sobre la muerte*, Buenos Aires, Ediciones del pensamiento nacional.

Mignone Emilio F., 1991, *Derechos humanos y sociedad. El caso argentino*, Buenos Aires, Centro de Estudios legales y sociales.

—, 1986, *Iglesia y dictadura. El papel de la iglesia a la luz de sus relaciones con el régimen militar*, Buenos Aires, Ediciones del pensamiento nacional.

Navarro Marysa, 1989, « The Personal is Political : Las Madres de la Plaza de Mayo », in Susan Eckstein (ed.), *Power and Popular Protest: Latin American social Movements*, Berkeley, University of California Press.

Novaro Marcos, Vicente Palermo, 2003, *La dictadura militar (1976-1983). Del golpe de estado a la restauración democrática*, Buenos Aires, Paidós.

Oria Piera Paola, 1987, *De la casa a la plaza*, Buenos Aires, Editorial Nueva America.

Silva Catela Ludmila da, 2001, *No habrá flores en la tumba del pasado. La experiencia de la reconstrucción del mundo de los familiares de desaparecidos*, La Plata, Ediciones Al Margen.

Viezzler Moema, 1977, *Si me permiten hablar. Testimonio de Domitila una mujer de las minas bolivianas*, Mexico, Siglo XXI.

Notes

1 Capdevila 2001.

2 Lavaud 1999.

3 Bousquet 1983 : 40.

4 Martin 1989.

- 5 Comme le dit Julio Cortazar, « le système appliqué, celui des disparitions, est diabolique ». Mellibovsky 1990 : 139.
- 6 Comisión nacional sobre la desaparición de personas (CONADEP), 1985.
- 7 Mignone 1991 : 71.
- 8 « Il faut compter aussi avec 10 000 morts déclarés, des milliers de prisonniers et trois millions d'exilés », Martin 1989 : 55.
- 9 Maria del Rosario in Fisher 1989 : 27.
- 10 Asociación Madres Plaza de Mayo 1995 : 11.
- 11 Bousquet 1983 : 59. Présenté à un juge ce recours permet que dans les douze heures l'institution qui, hypothétiquement, détient le prévenu, avise officiellement de la détention et de la raison de celle-ci.
- 12 Bousquet 1983 : 63.
- 13 T.d.E. : « pour un Noël en paix, nous demandons seulement la vérité ».
- 14 Bousquet 1983 : chap. VI ; Arrosagaray 1997 : 247-254.
- 15 Bousquet 1983 : chap. 10 ; Asociación Madres de la Plaza de Mayo 1995 : 21.
- 16 Mellibovsky 1990 : 118.
- 17 Lavaud 1999 : 74.
- 18 Fisher 1989 : 70.
- 19 Bonafini 1983.
- 20 Silva Catela 2001 : 109.
- 21 Lavaud 1999 : 67.
- 22 Nora de Cortiñas, *Milenio* 2001 : 85.
- 23 Piera Paola Oria 1987 : 77.
- 24 Mellibovsky 1990 : 159.
- 25 Bousquet 1983 : 57-58.
- 26 N.d.E. : sociologue nord-américain, un des théoriciens de l'action collective.
- 27 Mc Adam 1986.
- 28 Viezzer 1978.
- 29 Viezzer 1978.
- 30 À ma connaissance une seule enquête, celle de Ludmila da Silva Catela, réalisée à la Plata, prend comme point de départ, non pas des personnes appartenant à l'organisation des mères ou des grands-mères de disparus, mais un réseau d'interconnaissance constitué à partir de deux contacts personnels initiaux. Ce qui permet de réunir des témoignages plus diversifiés, à la fois de personnes appartenant aux diverses associations ou n'y appartenant pas, des apparentés de disparus de diverses générations, des femmes et des hommes. Ce n'est évidemment qu'en répétant les enquêtes de ce genre que l'on pourrait avoir une approche plus juste et complète de la question.
- 31 Navarro 1989 : 249.
- 32 Capdevila 2001.
- 33 Arrosagaray 1997 : 47-48.
- 34 N.d.E. : parti politique paraguayen de sensibilité social-démocrate.
- 35 Bonafini 2001 : 89.
- 36 Capdevila 2001.
- 37 Mellibovsky 1990: 97. Voir aussi les divers exemples présentés par Luc Capdevila, ou les cas de Reina et Luisa dans Silva Catela 2003. Selon Richard Gillespie : « Parmi les valeureuses Madres de Plaza de Mayo... beaucoup étaient liées aux Montoneros, quoique plus par les liens du sang que par des liens politiques » (p. 308).
- 38 Navarro 1989 : 256.
- 39 Navarro 1989 : 256.
- 40 Arrosagaray 1997 : 120.
- 41 Arrosagaray 1997 : 179-185 et Mellibosky 1990. Bonafini 1985 : 115. Bien d'autres époux des *madres* participèrent activement à la résistance ; par exemple Marta Vasquez : « Mon époux m'a toujours appuyé et mes fils aussi » ou Josefina Gandolfi : « La partie légale de la recherche, c'est mon mari qui l'a prise en charge », Mellibovsky 1990 : 119 et 127.
- 42 Mignone 1991 ; Arrosagaray 1997.
- 43 Bonafini 1983 : 188.
- 44 Silva Catela 2001 : 175.
- 45 Tita Maratea puis Esther Aracela Lado de Sanchez in Mellibovsky 1990 : 160 et 103.

- 46 Cecilia in Bousquet 1983 : 80 ; Arrosagaray 1997 : 223 ; « Nous autres, nous ne voulions pas que viennent ni nos jeunes enfants ni nos belles filles, afin de préserver la jeunesse qui était si persécutée », Nora de Cortiñas, *Milenio* 2000 : 83.
- 47 Navarro 1989.
- 48 Bousquet 1983 : 47 et 80. Certains hommes les poussent à agir ainsi : « Emilio (Mignone) nous conseilla un jour de faire seules nous-mêmes les requêtes (*entrevistas*) » rapporte Marta Vasquez (Mellibovsky 1990 : 107).
- 49 Arrosagaray 1997 : 196.
- 50 Arrosagaray 1997 : 197.
- 51 Bousquet 1983 : 63-64.
- 52 Mc Adam 1983.
- 53 Bonafini 1985 : 162.
- 54 Bonafini 1985 : 205.
- 55 Silva Catela 2003 : 73.
- 56 Bousquet 1983 : 63, Fisher 1989 : 67.
- 57 Bousquet 1983 ; Arrosagaray 1997.
- 58 Bonafini 2001 : 140.
- 59 Fisher 1989 : 85.
- 60 Fisher 1989 : 71.

Pour citer cet article

Référence électronique

Jean-Pierre LAVAUD, « Mères contre la dictature en Argentine et Bolivie », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 21 | 2005, mis en ligne le 01 juin 2007, consulté le 11 février 2012. URL : <http://clio.revues.org/1450> ; DOI : 10.4000/clio.1450

Référence papier

Jean-Pierre LAVAUD, « Mères contre la dictature en Argentine et Bolivie », *CLIO. Histoire, femmes et sociétés*, 21 | 2005, 107-127.

À propos de l'auteur

Jean-Pierre LAVAUD

Jean-Pierre LAVAUD, professeur de sociologie à l'Université de Lille 1 est depuis février 1983 directeur exécutif du Centre Franco-Argentin des Hautes Études de l'Université de Buenos Aires. Ses recherches portent sur la sociologie politique de la Bolivie et sur la sociologie des catégorisations et des mouvements ethniques. Il a notamment publié : *L'instabilité politique de l'Amérique Latine. Le cas de la Bolivie*, L'Harmattan, 1991 ; *La dictature empêchée. La grève de la faim des femmes de mineurs boliviens (1977-1978)*, CNRS éditions, 1999 ; « Essai de définition de l'Indien : le cas des Indiens des Andes » in Gabriel Gosselin et Jean-Pierre Lavaud (dir.), *Ethnicité et mobilisations sociales*, L'Harmattan, 2000.

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Résumé / Abstract

Les dictatures militaires latino-américaines des années 1960 à 1980 ont suscité des résistances civiles au nom du droit à la vie et, plus généralement, des droits de l'homme. Les femmes ont été à l'avant-garde de ces combats en Argentine et en Bolivie. Après avoir brièvement présenté ces deux résistances non-violentes, on avancera ici quelques hypothèses relatives à l'engagement collectif de ces femmes en tant que mères et à la réussite de leur entreprise

de mobilisation. On discutera notamment les présentations qui font exclusivement reposer la protestation collective sur des caractéristiques liées au genre, en distinguant le discours performatif qui l'accompagne de l'explication de celle-ci.

Mots clés : mère, FEMME, BOLIVIE, ARGENTINE, résistance, POLITIQUE, DROITS DE L'HOMME, PROTESTATION, NONVIOLENCE, DICTATURE

The Latin-American military dictatorships from the 1960's to 1980 generated civil resistance in the name of the right to life, and, more generally, human rights. Women were at the forefront of the struggles in Argentina and Bolivia. After a brief presentation of these two movements of nonresistance, the article offers a number of hypotheses concerning the collective mobilization of these women as mothers and the success of their mobilization efforts. Particular attention will be paid to those movements that represented collective protest based only on gender characteristics, distinguishing the performative discourse accompanying these protests from the explanations offered.